

# Bulletin de conjoncture économique et sociale

N°15

4<sup>ème</sup> Trimestre 2014

## SOMMAIRE

### I - CONJONCTURE 2

Les dernières données de conjoncture économique.

### II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES 3

Les informations concernant la vie des entreprises, des projets d'aménagement et de développement économique du département.

### III - ZOOM TERRITORIAL 5

Présentation du profil économique et social d'un territoire. Dans ce numéro : Drancy

### III - ZOOM SECTORIEL 8

Présentation du secteur des "Activités de Services Administratifs et de Soutien" en Seine-Saint-Denis

### IV - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES 11

Les chiffres de la création et des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis

### V - MARCHE DU TRAVAIL ET RSA 13

Les chiffres des demandeurs d'emploi des allocataires du RSA, le taux de chômage, et les cartographies par commune.

### VI - CHIFFRES CLES 19

**I - CONJONCTURE NATIONALE ET MONDIALE** (Source : INSEE, FMI, SOCIETE GENERALE)**LE CLIMAT ECONOMIQUE MARQUE PAR LE RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE MONDIALE ET LA MENACE DEFLATIONNISTE EN ZONE EURO.**

L'économie mondiale a connu une année 2014 plutôt mitigée et la situation ne devrait pas s'améliorer en 2015. C'est ce que montre le premier regard porté sur l'année écoulée et les prévisions pour l'année qui commence réalisées par le FMI -en attendant d'éventuelles corrections-. L'organisme estime que la production mondiale a augmenté de 3,3% en 2014, comme en 2013. La situation des pays avancés (+1,8% de croissance en 2014) semblerait toutefois meilleure par rapport à l'année précédente (+1,3%), principalement sous l'impulsion des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Mais l'activité économique dans les pays émergents, moteurs de la croissance mondiale depuis plusieurs années, a poursuivi son repli. Les estimations du FMI font ainsi ressortir une croissance à 4,4% pour les pays émergents en 2014 (4,7% en 2013). La Chine (7,4% de croissance en 2014, plus bas niveau depuis 10 ans), comme tous les autres pays de cet ensemble à l'exception de l'Inde, aurait ainsi enregistré un ralentissement de son économie.

Les prévisions pour 2015 ne sont pas plus optimistes. Si le FMI s'attend à une croissance légèrement meilleure de l'économie mondiale (attendue à +3,5%), les mêmes tendances seraient observées au niveau des principales zones économiques. La zone euro poursuivrait ainsi son redressement, mais à un rythme toujours insuffisant pour résoudre ses principaux problèmes à savoir : un niveau de chômage important, la faiblesse de l'investissement et des dettes publiques élevées. Les pays émergents enregistreraient une nouvelle baisse de la croissance à +4,3%. Les Etats-Unis seraient l'une des rares zones à connaître une accélération de la croissance (+3,6%).

Les facteurs à l'origine de la faible dynamique économique mondiale en 2014 demeureront pour la plupart en 2015. Ainsi, la zone euro reste sous la menace d'un recul généralisé des prix (déflation). La politique de rachat de 60 milliards d'euros d'actifs par mois (dont les emprunts d'état) - Assouplissement quantitatif - annoncée par la Banque centrale européenne le 22 janvier et dont le terme est prévu en septembre 2016, espère inverser cette tendance. Mais son succès est tributaire d'un redémarrage de l'économie réelle. L'économie chinoise poursuivra son ralentissement et celui-ci devrait être plus sévère encore pour les grands pays émergents excepté l'Inde. La baisse des prix des matières premières devrait se poursuivre, profitant certes aux pays importateurs, mais réduisant drastiquement les capacités d'investissement des pays producteurs, parmi lesquels les grands pays émergents comme le Brésil et la Russie.

L'économie française restera dans la tendance générale de la zone euro. Amélioration de la croissance attendue en 2015 (+0,9% contre +0,4% en 2014), mais pas de redémarrage fort de l'investissement des entreprises ou de vrai rebond de la Construction. De même le chômage, en hausse en 2014, devrait encore augmenter jusqu'en mi-2015, d'après l'Insee.

Tendances favorables	Tendances défavorables
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse des prix du pétrole et du cours des matières premières;</li> <li>- Baisse de l'euro par rapport au dollar ;</li> <li>- Montée en régime des politiques publiques d'emplois (CICE, emplois d'avenir, contrats aidés).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de la hausse des demandeurs d'emplois au niveau national en 2014 (+6,4% en catégorie A, B, C);</li> <li>- Hausse attendue des demandeurs d'emploi au moins jusqu'en mi-2015 ;</li> <li>- Poursuite de la hausse des demandeurs d'emploi en Seine-Saint-Denis en 2014 (+7,9%, catégorie A, B, C) ;</li> <li>- Recul des offres d'emploi (-5,3% au dernier trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent) en Seine-Saint-Denis.</li> </ul>

## II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES

### ENTREPRISES : UNE PME DE L'AGROALIMENTAIRE AMBITIEUSE

La Seine-Saint-Denis n'est pas connue pour la présence des industries agroalimentaires sur son territoire. Mais les quelques entreprises du secteur présentes dans le département possèdent un réel savoir-faire. C'est le cas de ASPASIA, qui était présent au Salon international de l'alimentation (SIAL) qui s'est tenu au Parc des expositions de Villepinte du 19 au 23 octobre dernier. La société familiale ASPASIA, dont l'usine de production est implantée à Montfermeil, est une PME spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits frais méditerranéens. Elle produit 500 tonnes de Tarama. L'entreprise s'est engagée depuis plusieurs années dans la diversification de son activité. Outre son produit phare, elle produit désormais une crème à base de yaourt et de concombre (appelée tzatziki), de la purée de pois chiches (houmous) et développe une activité de pâtisserie et de fabrication de plats cuisinés.

ASPASIA est présente sur le marché français à travers les produits fabriqués pour le compte de plusieurs grands distributeurs (LECLERC, MONOPRIX, SYSTEME U). Mais elle a également développé sa propre marque à savoir : « Tous les palais du monde ». L'entreprise qui compte près de 50 salariés a de fortes ambitions à l'international. Sa présence au SIAL participe ainsi d'une volonté de rencontrer des investisseurs étrangers et de présenter sa gamme de produits dédiés à l'exportation. La stratégie de diversification des produits et de recherche de débouchés à l'étranger est d'autant plus nécessaire que l'entreprise voit son chiffre d'affaires stagner depuis le début de la crise en 2008.

### SECTEURS - FILIERES D'ACTIVITE : LA FILIERE CINEMATOGRAPHIQUE SE DEVELOPPE EGALEMENT VERS L'AVANT EN SEINE-SAINT-DENIS

Si le département est unanimement reconnu comme la place forte nationale de la production cinématographique et télévisuelle, avec la Cité du cinéma de Saint-Denis et les plateaux de tournage de la Plaine Saint-Denis notamment, il occupe une position relativement en retrait en ce qui concerne la présence des salles de cinéma. Cette situation a toutefois considérablement évolué en un an. Ainsi, début octobre 2014, un nouveau complexe cinématographique de 14 salles de cinéma a ouvert à proximité immédiate du centre commercial O'PARINOR d'Aulnay-sous-Bois. Ce sont 2 600 nouvelles places de cinéma qui viennent s'ajouter aux 2 500 places du complexe EUROPACORP LIVE du centre commercial AEROVILLE de Tremblay-en-France, inaugurées en octobre 2013. En l'espace d'une année donc, le département a enregistré plus de 6 100 places de cinémas supplémentaires, lui permettant de rattraper voire de dépasser l'offre des deux autres départements de la petite couronne.

Le nouveau complexe de cinémas de 7 500 m<sup>2</sup> et trois niveaux est exploité par le groupe UGC. Le groupe fait un retour à O'PARINOR, où il exploitait quatre salles de cinémas, cédées il y a dix ans et fermées quelques années plus tard. Il a permis la création de 31 emplois, occupés pour la plupart par des personnes résidant à Aulnay-sous-Bois ou les communes proches. Au-delà de sa contribution à l'offre départementale de places de cinéma, cet équipement participe de la stratégie de redynamisation du centre commercial O'PARINOR. Celui-ci était encore l'un des rares centres commerciaux d'Ile-de-France de dimension régionale à ne pas disposer de complexe cinématographique de type « multiplexe ». Ce type d'équipement constitue un argument de poids dans la compétition que se livrent les grands centres commerciaux, qui visent une clientèle largement au-delà de leur territoire d'implantation.

## LAUREATS DES TROPHEES « ESPOIRS DE L'ECONOMIE » EN SEINE-SAINT-DENIS (2014)

Trois entreprises Sequano dyonisiennes ont été mises à l'honneur en cette fin d'année 2014.

« **N-SENS** » créée en juin 2012 à la pépinière de La Courneuve, se positionne sur le marché porteur des technologies du web, des applicatifs métiers et mobiles. La clientèle de l'entreprise est principalement constituée de PME qui créent des services innovants et connaissent de fortes croissances.

Mme Guicheron et M. Bencherif, ont développé une plateforme d'e-learning collaboratif gratuite pour étudiants « ZeSchool ». Le succès de l'animation de cette communauté professeurs / apprenants leur a donné envie d'entreprendre et de créer l'entreprise « N-SENS ».

Ces deux jeunes créateurs dionysiens ont notamment pour projet de fédérer les entreprises de la Seine-Saint-Denis qui travaillent dans le domaine du web, à l'image de la French Tech. « N-SENS », dont l'effectif est aujourd'hui de quatre salariés, a pour objectif d'étendre son offre de services aux grands comptes.

L'entreprise « **Restautraiteur** » créée en décembre 2012 à Noisy-le-Grand est spécialisée dans le domaine de la restauration rapide et traiteur. Son activité est centrée sur les saveurs des terroirs de France et des cuisines du monde.

En pleine croissance, l'entreprise envisage de créer dès 2015 une franchise afin de développer son concept. Elle prévoit également la création d'un second laboratoire de production en Seine-Saint-Denis. « Restautraiteur » qui compte un effectif de 21 salariés favorise le recrutement de séquano-dionysiens.

« **MCP** » reprise par M. Davezac en novembre 2012 est implantée à Épinay-sur-Seine et spécialisée dans la rénovation du bâti ancien. L'entreprise, certifiée « Qualibat », a développé son expertise dans les domaines du ravalement de façade, de la rénovation intérieure et extérieure ainsi que dans l'entretien des immeubles.

## INSERTION - EMPLOI : LA GARANTIE JEUNES VA S'ETENDRE EN SEINE-SAINT-DENIS

Début décembre 2014, le ministre du travail annonçait l'extension - dès le 1er janvier 2015 - du dispositif « garantie jeunes », en expérimentation sur dix territoires en France depuis novembre 2013. La Seine-Saint-Denis impliquée dès le début de l'expérimentation à travers la sélection d'Est Ensemble (avec un prolongement à Drancy et Le Blanc-Mesnil) se trouve pleinement concernée.

Le dispositif « garantie Jeunes » participe du Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté adopté lors du Comité interministériel de lutte contre les exclusions du 21 janvier 2013. Piloté par le ministère du travail à travers les Missions locales, ce dispositif s'adresse aux jeunes entre 18 et 25 ans peu ou pas diplômés, sans ressources et en grande précarité, présentant par ailleurs la caractéristique de n'être ni en emploi, ni en formation, ni en études (désignés en anglais Neet pour « Not in education, employment or training »). L'objectif visé est d'amener les jeunes concernés vers l'autonomie, se traduisant par un emploi ou une formation, à travers un parcours d'accompagnement global social et professionnel. Pendant une année, le jeune sélectionné dans le cadre d'une Commission locale composée des principaux acteurs du territoire agissant dans le champ de l'emploi et l'insertion (Services de l'Etat, Conseil général, CCAS, etc.), bénéficie d'un accompagnement collectif et individuel (assuré par la mission locale), de plusieurs expériences de mise en situation professionnelle (stages, apprentissage, jobs...), et d'une allocation mensuelle de 433 euros (à laquelle peut s'ajouter une aide au logement).

### III - ZOOM TERRITORIAL

#### LA COMMUNE DE DRANCY

Située au Nord Est du département, la commune de Drancy est membre de la communauté d'agglomération du Pôle Métropolitain du Bourget et présente un profil socio démographique proche de celui de la moyenne départementale. Selon l'enquête annuelle du recensement la commune a gagné 572 habitants, entre 2006 (66 063 ) et 2011 (66 635). C'est une progression de 0,86% en 5 ans, soit une moyenne annuelle de 114 habitants de plus.

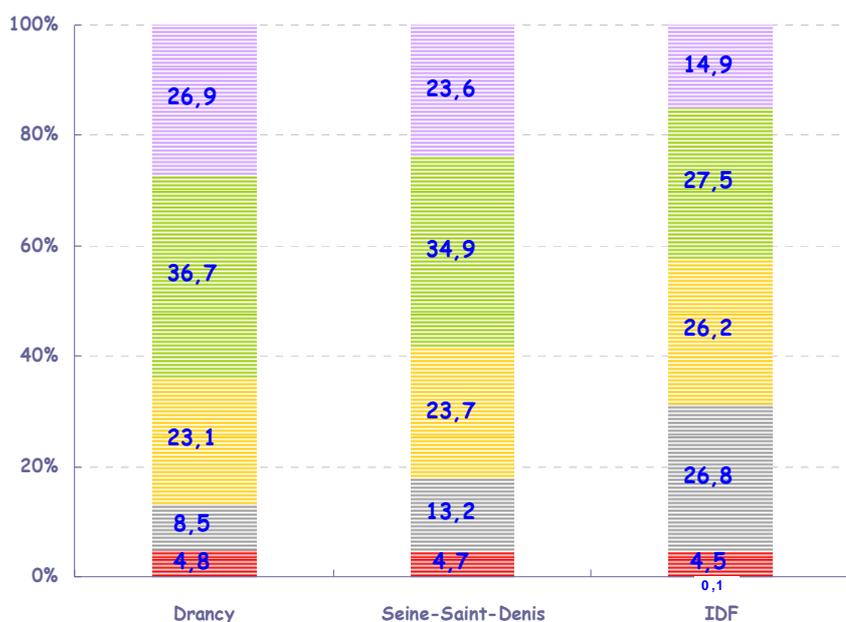
#### Population, Activité, Emploi et Chômage

Une commune présentant un taux de chômage plutôt proche de la moyenne départementale

Libellé géographique	Pop 15-64 ans en 2011	Actifs 15-64 ans en 2011	Chômeurs 15-64 ans en 2011	Inactifs 15-64 ans en 2011	Emplois salariés au LT en 2011	Taux d'emploi	Taux de chômage 15-64 ans en 2011
Drancy	44 017	31 752	5 508	12 265	12 752	59,6	17,3
Seine-Saint-Denis	1 021 478	746 034	131 818	275 444	546 032	60,1	17,7
Poids ville/SSD	4,3	4,3	4,2	4,5	2,3	-	-
Île de France	7 986 762	6 042 846	706 636	1 943 916	5 660 253	66,8	11,7

Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

Répartition des actifs âgés de 15/64 ans selon les CSP dans les entités géographiques en 2011 (Source : Insee, RP 2011)



L'analyse des CSP montre des différences marquées entre la commune de Drancy, le département de la Seine-Saint-Denis et la région Ile-de-France.

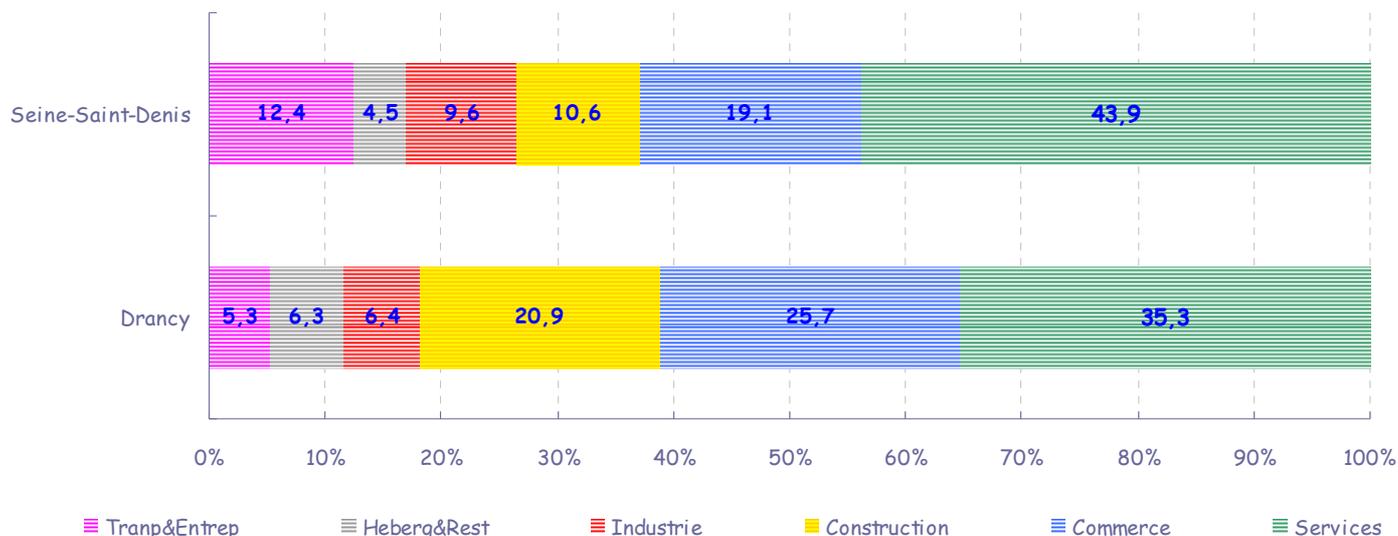
En effet, la part des Cadres et professions intellectuelles (4,8%) est particulièrement faible à Drancy, alors qu'elle atteint 13,2% au niveau départemental et 26% au niveau de la région. A l'inverse, on compte proportionnellement plus d'ouvriers (36,7%) au niveau communal qu'au niveau départemental (23,6%) ou régional (14,9%).

■ Agriculteurs exploitants    ■ Artisans, Comm., Chefs entr.    ■ Cadres, Prof. intel. sup.  
 ■ Prof. intermédiaires    ■ Employés    ■ Ouvriers

Source : Insee, RP2011 exploitation principale. (\*LT = Lieu de travail)

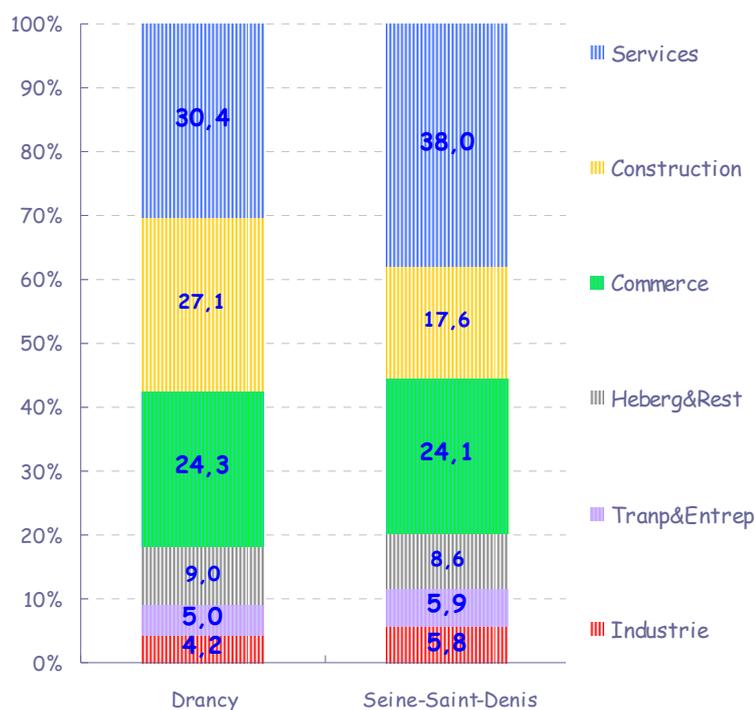
Une économie dominée par les "Services", plus d'1/3 des emplois privés de la commune, mais relativement équilibrée, puisque le Commerce représente 1 emploi sur 4 et la Construction 1/5

Comparaison des effectifs salariés privés selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acos 2013)



L'économie de la ville de Drancy bien que dominée par les Services (1/3 des emplois de la commune), présente un profil un peu plus diversifié que celui du département avec deux autres secteurs d'activité d'importance. La Construction et Commerce représentent respectivement 21% et 26% soit au total, 47% des emplois de la ville. Comparativement, au niveau départemental, ces deux secteurs représentent à peine 30% de l'emploi total.

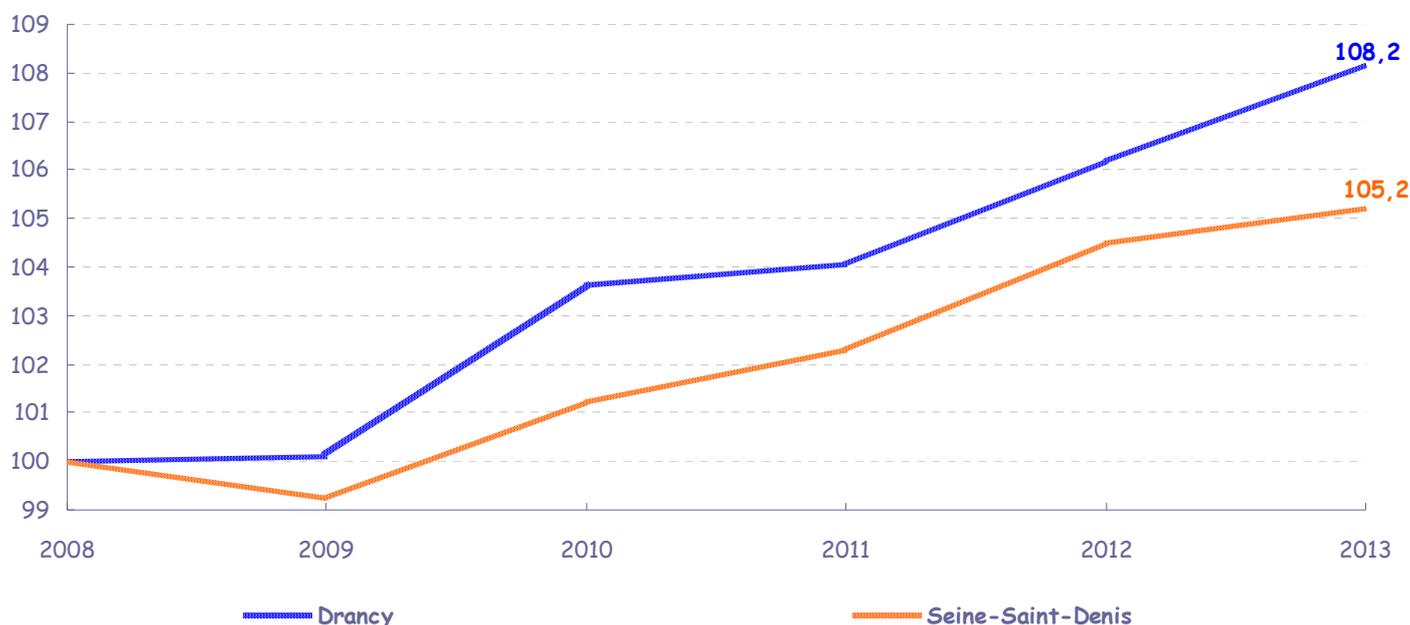
Comparaison du nombre d'établissements (en%) selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acos 2013)



Concernant les établissements, si les deux territoires présentent des disparités nettement moins importantes, elles n'en demeurent pas moins remarquable. Ainsi par exemple, la proportion d'établissements exerçant leur activité dans les Services s'élève seulement à 30,4% à Drancy contre 38,0% pour le département. Inversement, la proportion d'établissements exerçant dans la construction à Drancy (27,1%) est supérieure à celle observée au niveau départemental (17,6%).

## Une évolution de l'emploi salarié privé plus forte à Drancy que celle observée dans le département

Evolution des effectifs salariés privés de la commune de Drancy  
et de la Seine-Saint-Denis de 2008 à 2013 en indice base 100 de l'année 2008



Source : Acoff

Entre 2008 et 2013, les effectifs salariés du secteur privé affichent une croissance plus forte à Drancy (+8,2%) que dans le département (+5,2%). Mais leur parcours est bien différent. Tandis qu'à Drancy on observe une évolution presque linéaire, marquée par une forte hausse entre 2009 et 2010, les effectifs salariés en Seine-Saint-Denis au cours de la même période ont progressé moins fortement et ont nettement ralenti depuis 2012.

Secteurs d'activité	2008		2013		Evolution 2008/2013	
	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc
Industrie	575	8,5	473	6,4	-102	-17,7
Construction	1 144	16,8	1 533	20,9	389	34,0
Commerce réparation d'automobiles et de motocycles	1 941	28,6	1 888	25,7	- 53	-2,7
Hébergement & Restauration	363	5,3	466	6,3	103	28,4
Transports et entreposage	2 354	34,7	2 595	35,3	241	10,2
Autres Services	413	6,1	390	5,3	- 23	-5,6
<b>Ensemble Secteurs</b>	<b>6 790</b>	<b>100,0</b>	<b>7 345</b>	<b>100,0</b>	<b>555</b>	<b>8,2</b>

Source : Acoff

L'évolution selon les secteurs d'activité est plus contrastée. Tandis que l'Industrie (-17,7%), les Services (-5,6%) et le Commerce (-2,7%) perdaient des emplois, la Construction, l'Hébergement&Restauration et les Transports&Entreposage en gagnaient respectivement 34%, 28,4% et 10,2%.

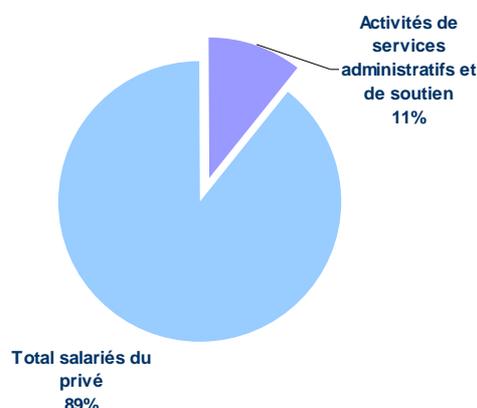
## IV - ZOOM SECTORIEL

### LES ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN

Les Activités de services administratifs et de soutien (ASAS) : un secteur important en Seine-Saint-Denis...

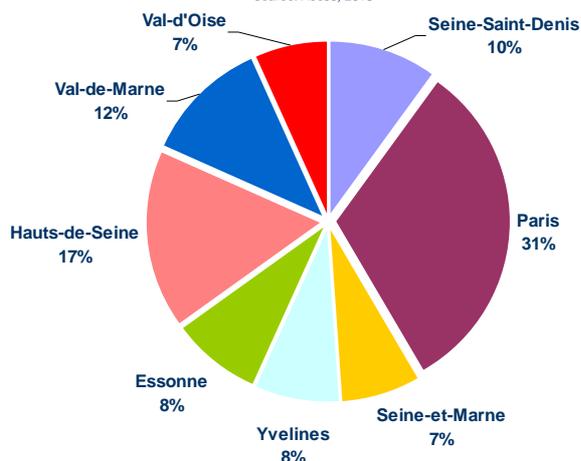
Le secteur des Activités de services administratifs et de soutien (ASAS) regroupe des entreprises intervenant dans différents domaines (location-bail, travail temporaire, sécurité, nettoyage, activités administratives, etc.). Elles sont la plupart du temps des prestataires de services. En Seine-Saint-Denis, le secteur des ASAS, avec plus de 52 000 salariés en 2013, est un acteur de poids en matière d'emploi (11% de l'emploi salarié privé départemental)

Part des ASAS dans le total des salariés du privé en Seine-Saint-Denis en 2013  
source: Acoss, 2015



... Et qui reste dynamique dans un contexte régional dégradé.

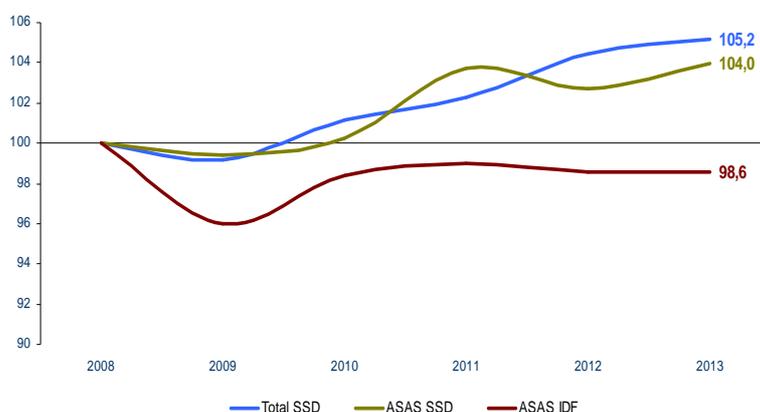
Répartition des salariés des ASAS par département en Ile-de-France en 2013  
source: Acoss, 2015



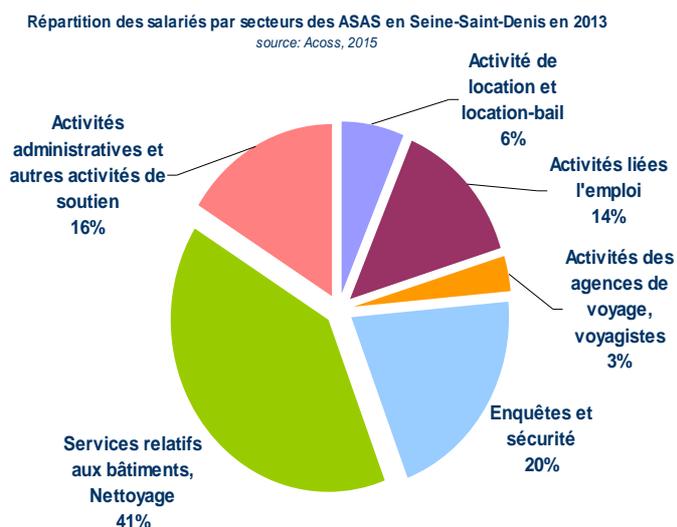
La Seine-Saint-Denis compte 10% de l'emploi régional (privé) des ASAS en 2013. C'est plus que son poids (9%) dans l'emploi salarié privé régional. Toutefois, le département n'arrive qu'en 4<sup>e</sup> position dans l'emploi régional du secteur, par ailleurs concentré à 70% sur Paris et la petite couronne. Le département pèse encore moins au niveau de l'Ile-de-France si on considère le nombre d'établissements. En effet, il n'enregistre que 6% des établissements des ASAS de la région parisienne.

Mais bien que de poids relativement moyen au niveau de l'Ile-de-France, le secteur des ASAS apparaît nettement plus dynamique en Seine-Saint-Denis. Le département a mieux résisté à la baisse du recours aux prestations des ASAS observé au niveau régional depuis le début de la crise. Après un léger recul observé entre 2008 et 2009, on observe une progression de l'emploi du secteur (+4% entre 2008 et 2013), qui suit globalement la progression de l'emploi salarié privé départemental (+5,2% sur la période). Ce même secteur enregistre un recul de près de 1,5% de l'emploi au niveau régional.

Evolutions (en %) de l'emploi salarié privé en Seine-Saint-Denis et du secteur des ASAS en Seine-Saint-Denis et en Ile-de-France de 2008 à 2013 (base 100 = 2008)  
source: Acoss, 2015

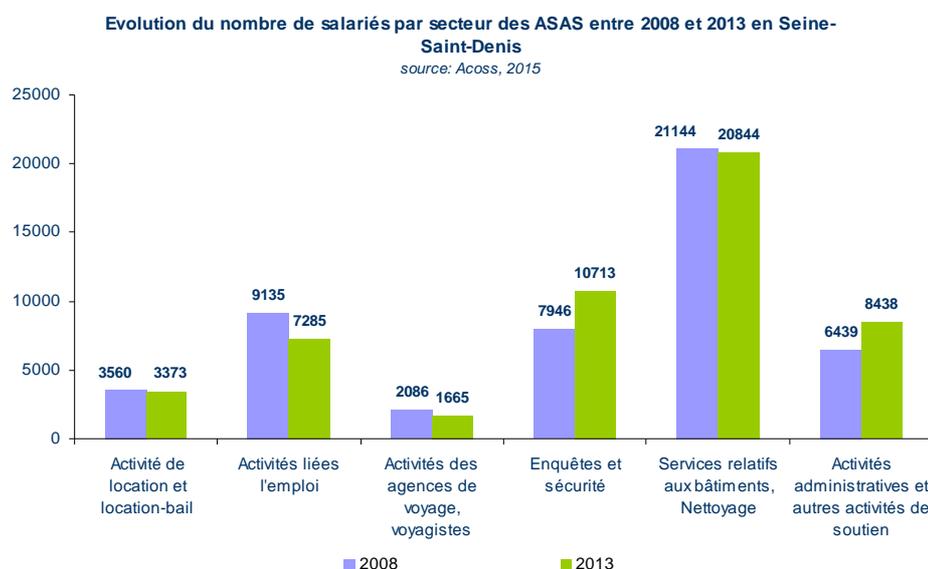


## En Seine-Saint-Denis, un secteur dominé par des activités à faibles qualifications...



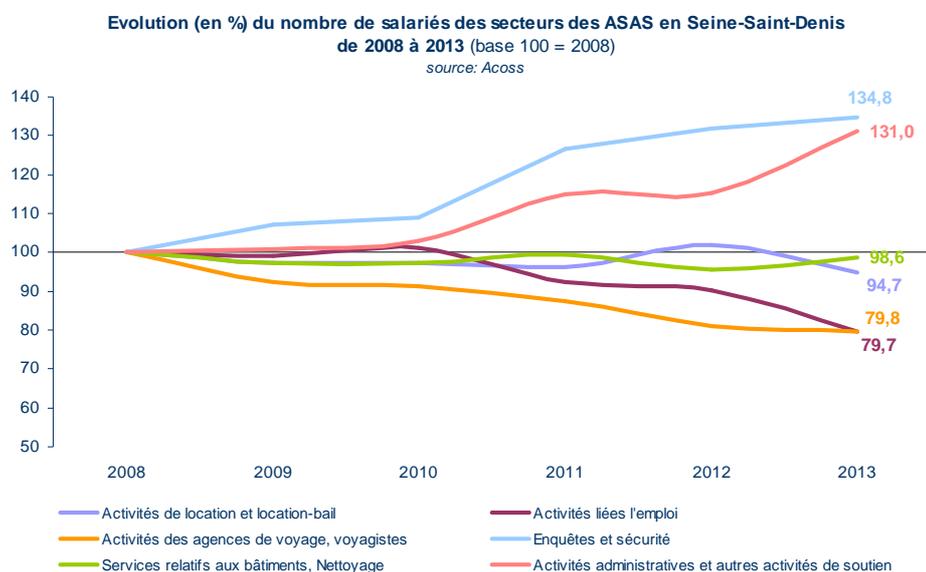
Les Services relatifs aux bâtiments qui comprennent les activités de nettoyage et les Enquêtes et sécurité, généralement utilisateurs d'une main d'œuvre peu qualifiée, concentrent plus de 60% des salariés du secteur des ASAS. Les activités liées à l'emploi (travail temporaire, etc.) et les Activités administratives et autres activités de soutien, qui font appel à des profils plus diversifiés, ont quasiment le même poids et représentent 30% des salariés des ASAS en Seine-Saint-Denis en 2013.

## ... Et une résistance à la crise expliquée par deux types d'activités



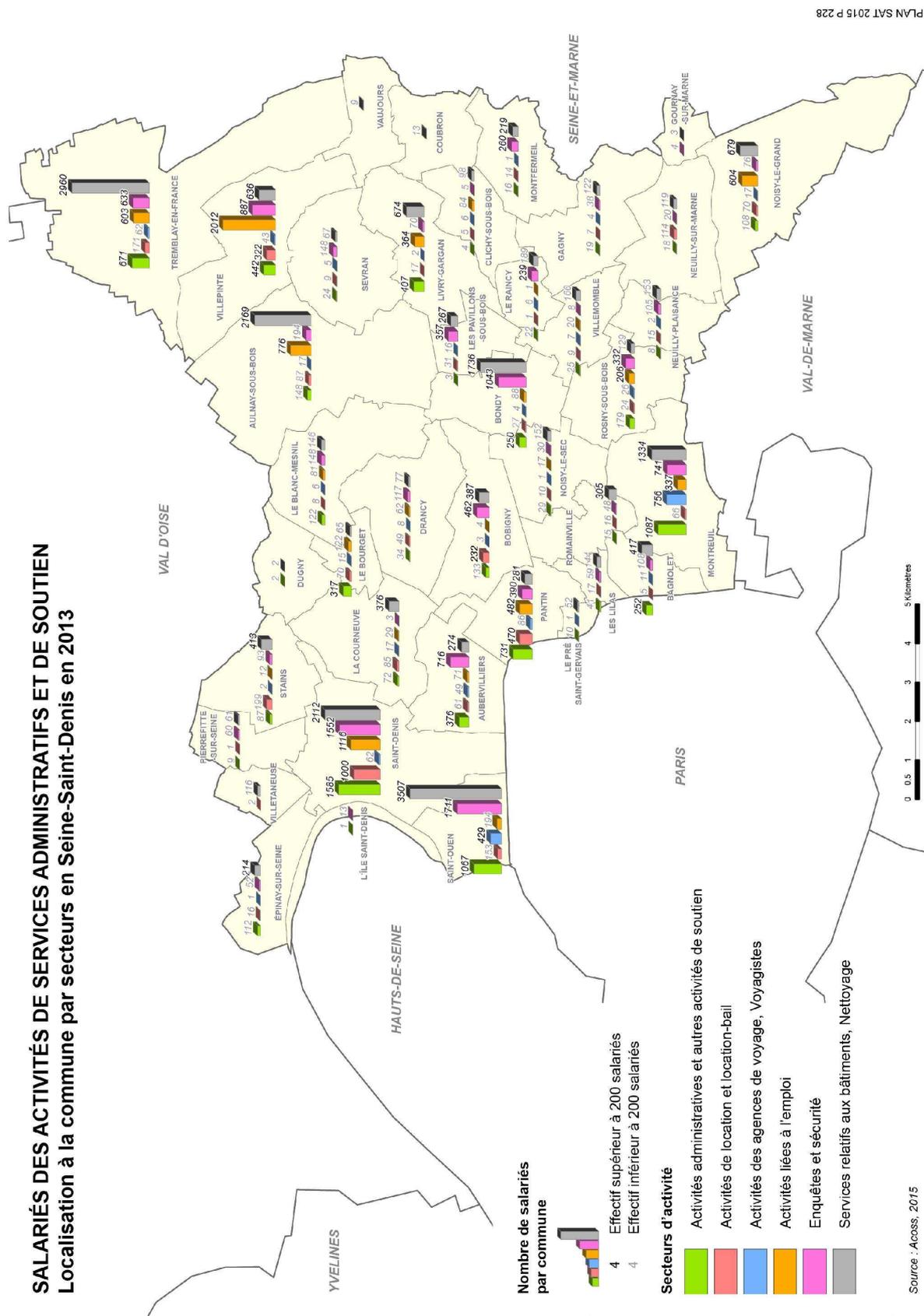
Les deux principales activités des ASAS du département ne présentent pas la même trajectoire depuis le début de la crise. Si la plus importante des deux à savoir : les Services relatifs aux bâtiments (dont le nettoyage) enregistre une légère baisse de l'emploi ((près de -1,5% de 2008 à 2013), la seconde (Enquêtes et sécurité) enregistre une très forte croissance (+35% environ, soit 2 767 salariés supplémentaires).

Le seul autre secteur des ASAS enregistrant une progression de l'emploi est celui des Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises (+31%, 1999 salariés supplémentaires). A noter : le fort recul des Activités liées à l'emploi (-20,5% environ), qui s'inscrit dans la tendance générale de l'emploi intérimaire constatée sur le plan national depuis 2008.



# Une localisation privilégiant les communes d'activité, notamment les activités de nettoyage et d'enquête

## SALARIÉS DES ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN Localisation à la commune par secteur en Seine-Saint-Denis en 2013

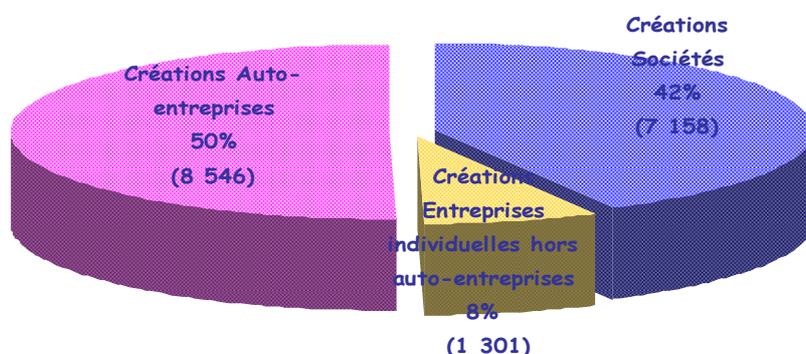


## V - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES (Source : Insee)

En 2014, 17 005 entreprises ont été créées en Seine-Saint-Denis; ce chiffre est composé de :

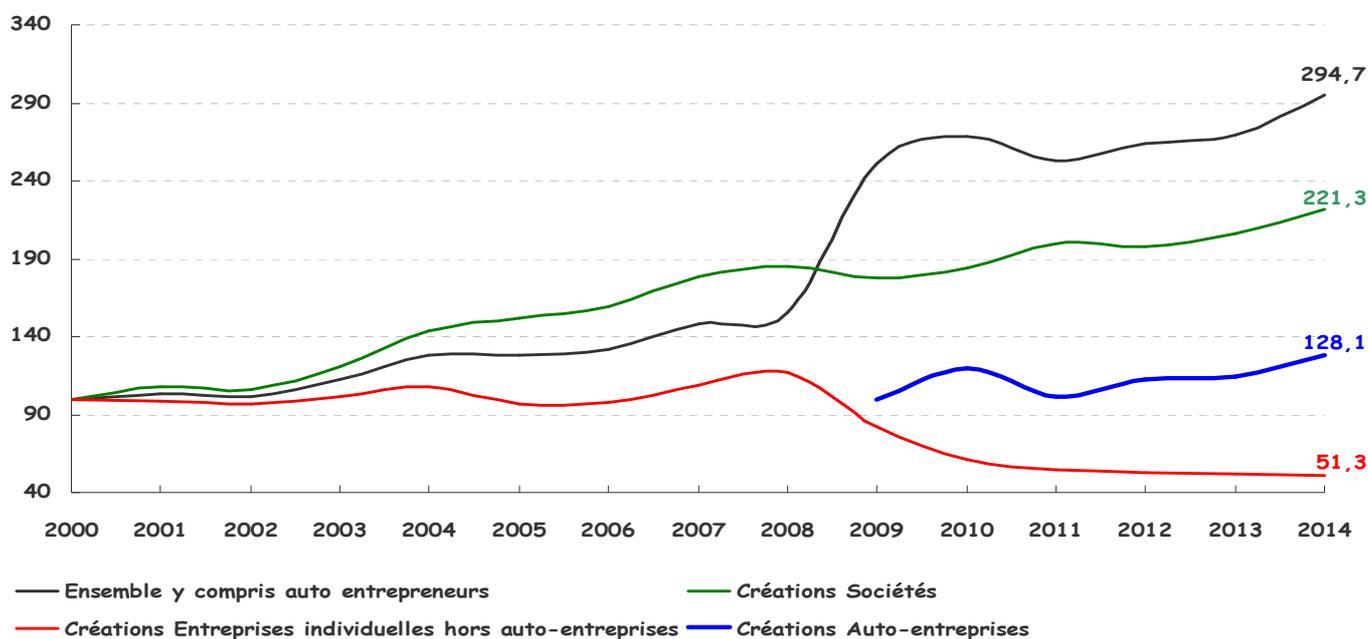
- ✓ 50% de création d'auto entrepreneurs, 42% de création de sociétés et 8% d'entreprises individuelles hors auto entrepreneurs

Répartition du nombre de créations d'entreprise (17 005) en Seine-Saint-Denis selon le statut en 2014



Le dynamisme de la création des micro entreprises au détriment de la création des entreprises individuelles?

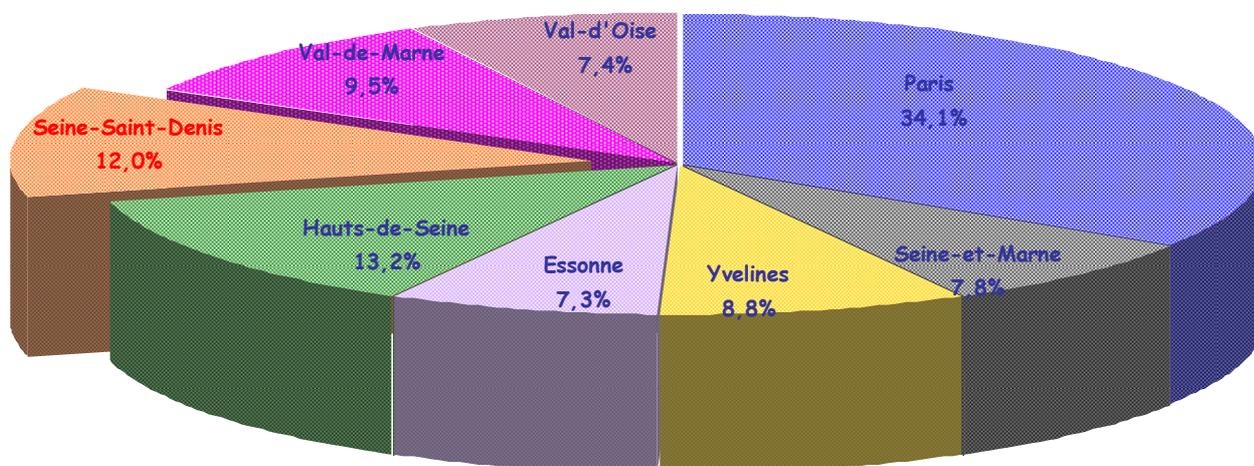
Evolution du nombre des créations d'entreprise en Seine-Saint-Denis selon le statut (2000/2014) en indice base 100 de l'année 2000



Depuis l'apparition des auto entrepreneurs, la création des entreprises individuelles n'a cessé de diminuer en Seine-Saint-Denis. Alors qu'en 2000 elles représentaient près de 45% des créations, en 2014, leurs poids dans les créations n'est plus que de 8%; la création des auto entreprises semble remplacer au fil des années celle des entreprises individuelles. Quant aux créations de sociétés elles semblent ne pas souffrir de l'arrivée des auto entrepreneurs puisqu'elles continuent leur progression tout comme les créations d'auto entrepreneurs.

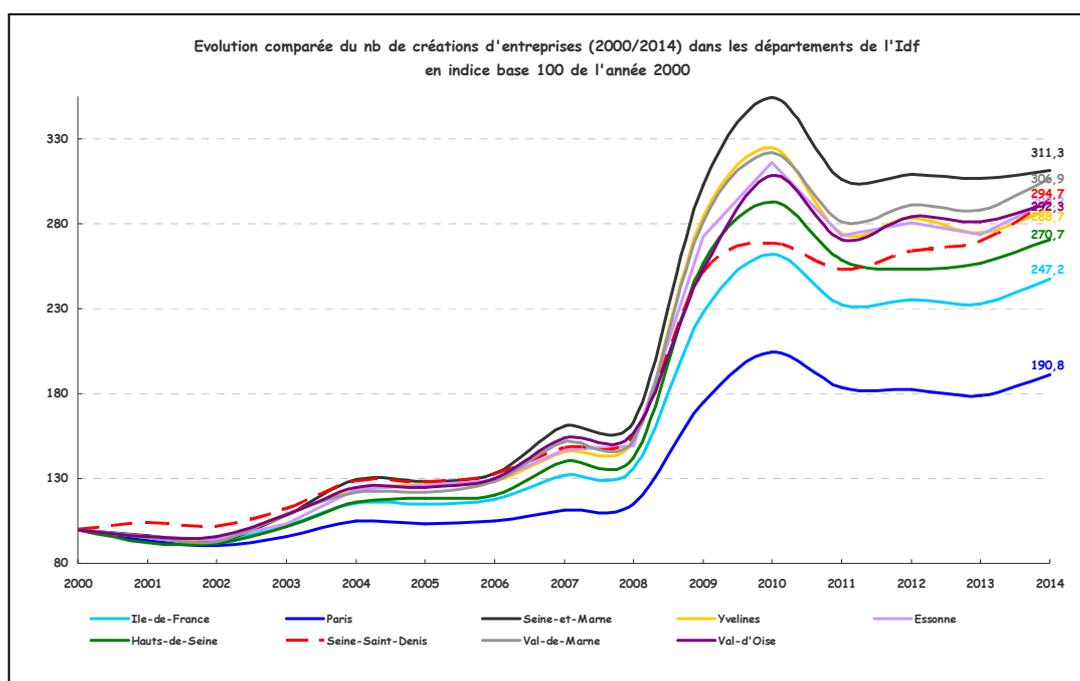
**Avec 12% du nombre d'entreprises créées en IDF en 2014, la Seine-Saint-Denis arrive en troisième position après Paris et les Hauts de Seine.**

Part de la SSD dans les créations d'entreprises en IDF en 2014



- ✓ Par contre, si on raisonne en terme de taux de création, la Seine-Saint-Denis occupe le premier rang et ce, depuis plusieurs années.
- ✓ Sur le plan national, le département de la Seine-Saint-Denis occupe le 8<sup>ème</sup> rang en ce qui concerne le nombre de créations d'entreprises.
- ✓ En nombre de sociétés créées en IDF en 2014, la Seine-Saint-Denis (13,2%) arrive en deuxième position après Paris.

**Forte croissance des créations en nombre d'entreprises en IDF liée à l'apparition des micro entreprises**



Entre 2000 et 2013, le nombre des créations d'entreprises a cru de près de 95% en Seine-Saint-Denis. La forte croissance observée sur tous les territoires depuis 2009 est liée à l'apparition des entreprises créées sous le régime "d'auto entrepreneur" qu'on nomme depuis la fin de l'année 2014 les «micros entreprises».

## VI - MARCHE DU TRAVAIL (Source : Direccte Ile-de-France)

### Près de 6% d'augmentation de du nombre de demandeurs d'emploi en Seine-Saint-Denis en 2014

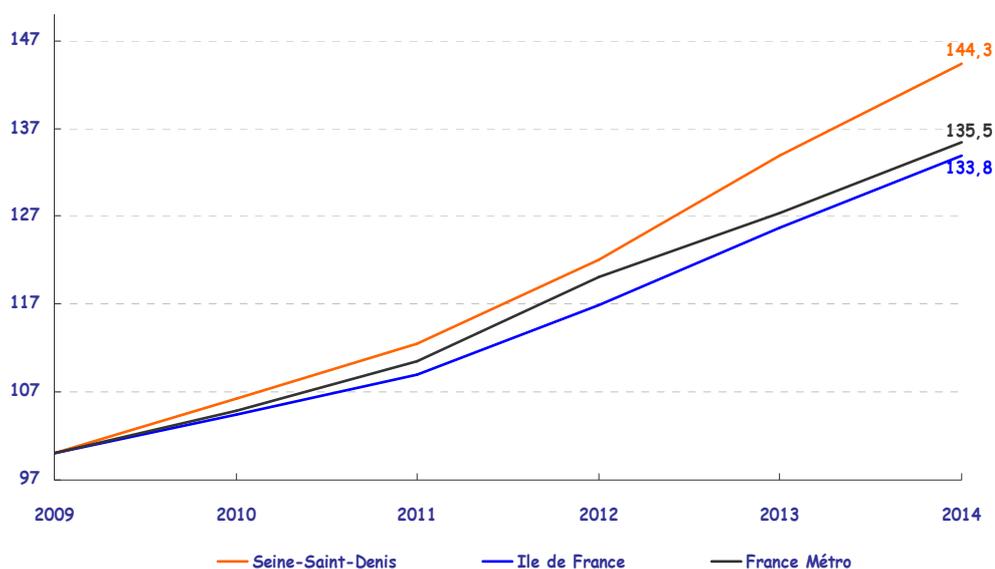
Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en catégorie A et ABC (source : Pôle Emploi ; Dares)							
Données CVS	Décembre	Novembre	Décembre	variation %	variation %	% -25 ans	% durée > 1 an
	2013	2014	2014	1 mois	1 an	déc-14	déc-14
<b>Seine-Saint-Denis</b>							
Catégorie A	110 880	118 270	<b>118 880</b>	0,5	7,2	<b>11,8</b>	
Catégories ABC	147 310	157 300	<b>158 900</b>	1,0	7,9	<b>11,0</b>	<b>43,6</b>
<b>Ile-de-France</b>							
Catégorie A	624 790	660 550	<b>661 390</b>	0,1	5,9	<b>11,6</b>	
Catégories ABC	866 990	916 160	<b>923 330</b>	0,8	6,5	<b>10,8</b>	<b>42,8</b>
<b>France métropolitaine</b>							
Catégorie A	3 307 300	3 488 300	<b>3 496 400</b>	0,2	5,7	<b>16,0</b>	
Catégories ABC	4 906 300	5 176 300	<b>5 218 200</b>	0,8	6,4	<b>15,7</b>	<b>43,2</b>

\* Chiffre obtenu à partir de données brutes Sources: Pôle Emploi / DARES

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C est en progression sur tous les territoires; Mais entre novembre et décembre 2014, c'est la Seine-Saint-Denis qui enregistre la plus forte progression (+1% contre 0,8% pour les autres entités). En un an l'écart est encore plus important, puisque les augmentations observées au niveau départemental, régional et national sont respectivement de 7,9%, 6,5% et 6,4%.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, c'est au niveau national qu'on observe le taux le plus élevé. (15,7% pour les catégories A,B,C contre 11% et 10,8% pour le département et la région). Quand au chômage de longue durée, il touche plus la Seine-Saint-Denis (43,6%) que les autres entités territoriales, mais avec des écarts assez faibles (42,8% pour la région et 43,2% pour la France Métropolitaine).

Evolution du nb de demandeurs d'emploi (catégorie A,B,C) déc2009/déc2014  
en indice base 100 déc 2009. Source : Ministère du travail -site internet (données brutes)-

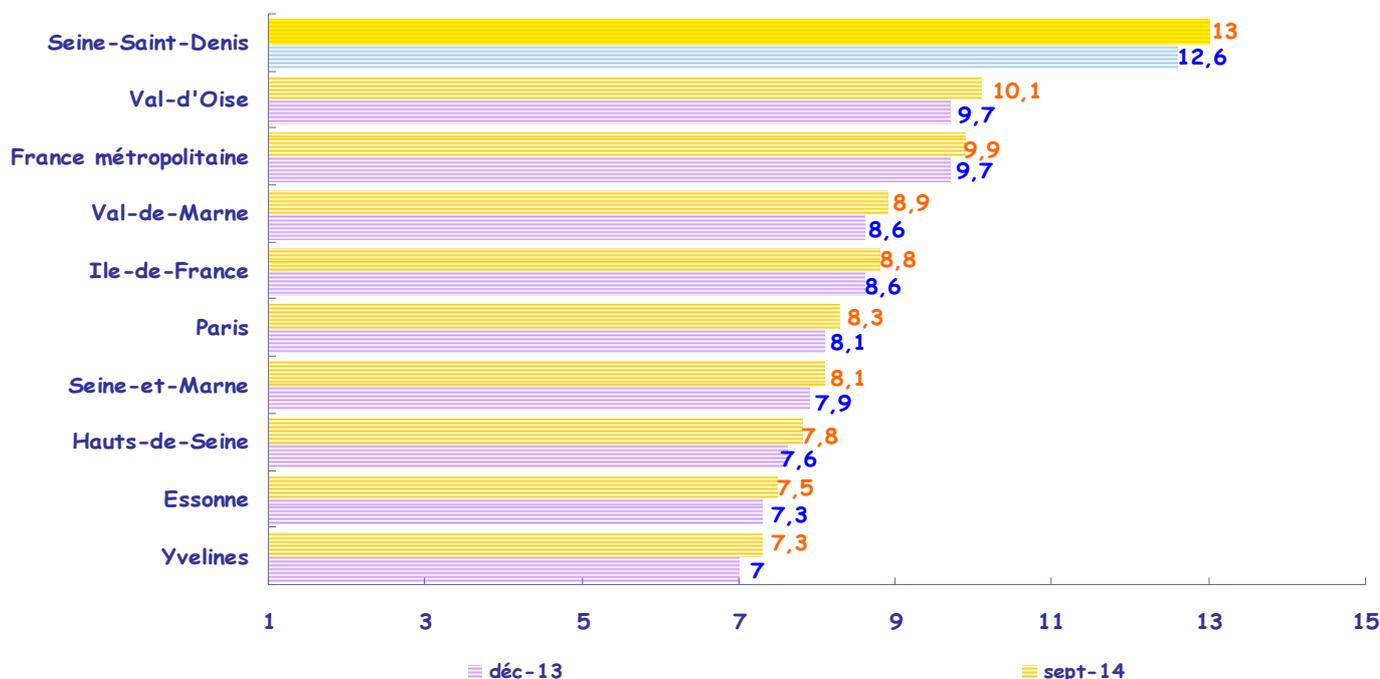


L'évolution du chômage depuis décembre 2009 confirme que le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A,B,C) a augmenté davantage en Seine-Saint-Denis (+44) qu'en Ile de France (+33,8%) ou France métropolitaine (35,5%).

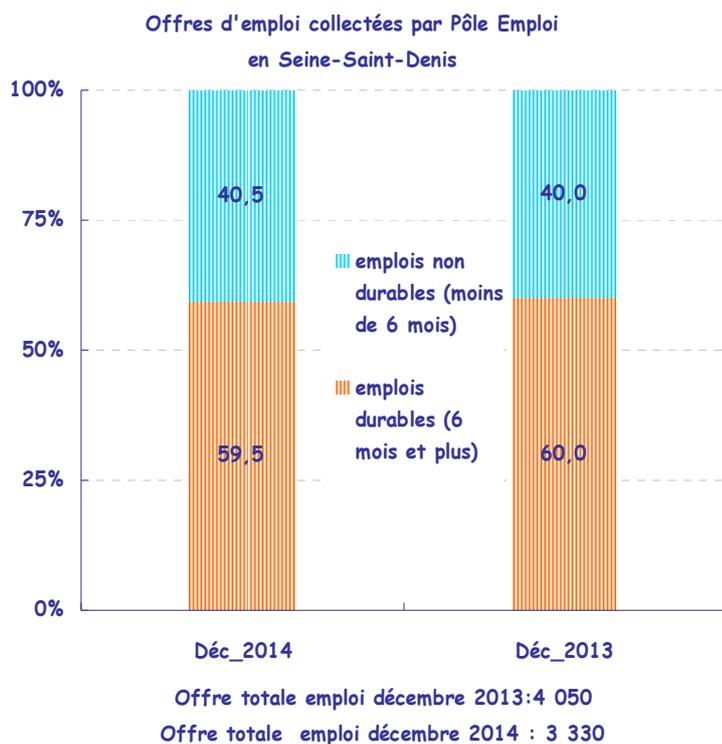
## Taux de chômage : nouvelle hausse en Seine-Saint-Denis

En Île de France, c'est dans les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise qu'on observe la plus forte hausses du taux de chômage (+0.4 point entre décembre 2013 et septembre 2014). Sur tous les autres territoires la hausse s'élève à 0,2 point sauf pour les Yvelines où la progression enregistrée est de 0.3 point sur la même période.

Taux de chômage localisé dans les départements franciliens en décembre 2013 et septembre 2014 (Source: Insee)



## Offre d'emplois : Baisse comparativement au mois décembre 2013



En 12 mois (déc-2013 à déc-2014), le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi, a chuté de près de 18% en Seine-Saint-Denis (3 330 contre 4 050). Si en terme de proportion on observe une stabilité au cours de la période (60% des offres de 6 mois ou plus et 40% pour les autres), en nombre d'offres d'emploi de plus de 6 mois, on enregistre une baisse de 18,5% et pour les offres moins durables, le recul observé est de 16,7%.

Source : Direccte Ile de France

## Revenu de Solidarité Active (RSA) : Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable

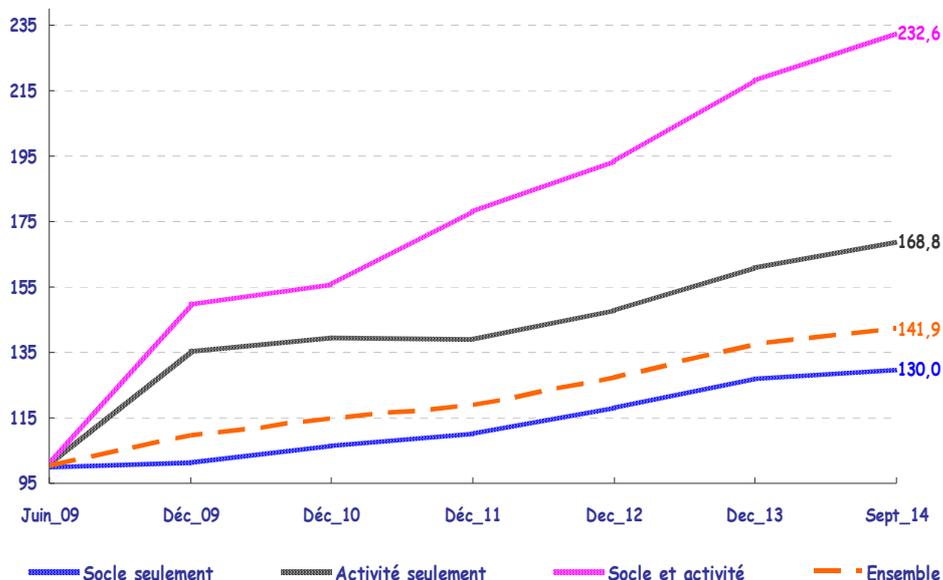
Une hausse continue du nombre des allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis : + 1,85% au cours du 3e trimestre 2014

Période	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Ensemble RSA
Déc_09	54 621	13 977	6 001	74 599
Déc_10	57 445	14 426	6 260	78 131
Déc_11	59 490	14 365	7 140	80 995
Déc_12	63 687	15 266	7 761	86 714
Mars_13	64 661	15 873	8 017	88 551
Juin_13	66 369	16 350	8 106	90 825
Sept_13	67 111	16 242	8 425	91 778
Dec_13	68 350	16 597	8 755	93 702
Mars_14	66 999	16 382	8 582	91 963
Juin_14	68 935	17 273	8 809	95 017
Sept_14	70 027	17 421	9 329	96 777

Le nombre d'allocataires du RSA a encore augmenté (+1,85%) entre le 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 en Seine-Saint-Denis, pour se rapprocher de la barre des 97 000 allocataires. En 3 mois ce sont près de 1 800 personnes supplémentaires dans le dispositif.

Evolution (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à septembre 2014 : (Source: site CAF)

La hausse constatée en septembre 2014 concerne toutes les composantes du RSA. Ainsi, le nombre d'allocataires "RSA socle seulement" augmente de 1,6% celui du RSA "Socle et Activité" de 5,9% tandis que celui "d'Activité seulement" a progressé de 0,9%. Ces derniers chiffres montrent que ce sont les allocataires de l'ancien dispositif du RMI qui ont été les plus touchés comparativement à la catégorie "RSA activité seule" dit "des travailleurs pauvres".



**LEXIQUE :**  
 RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral [1].  
 RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.  
 RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

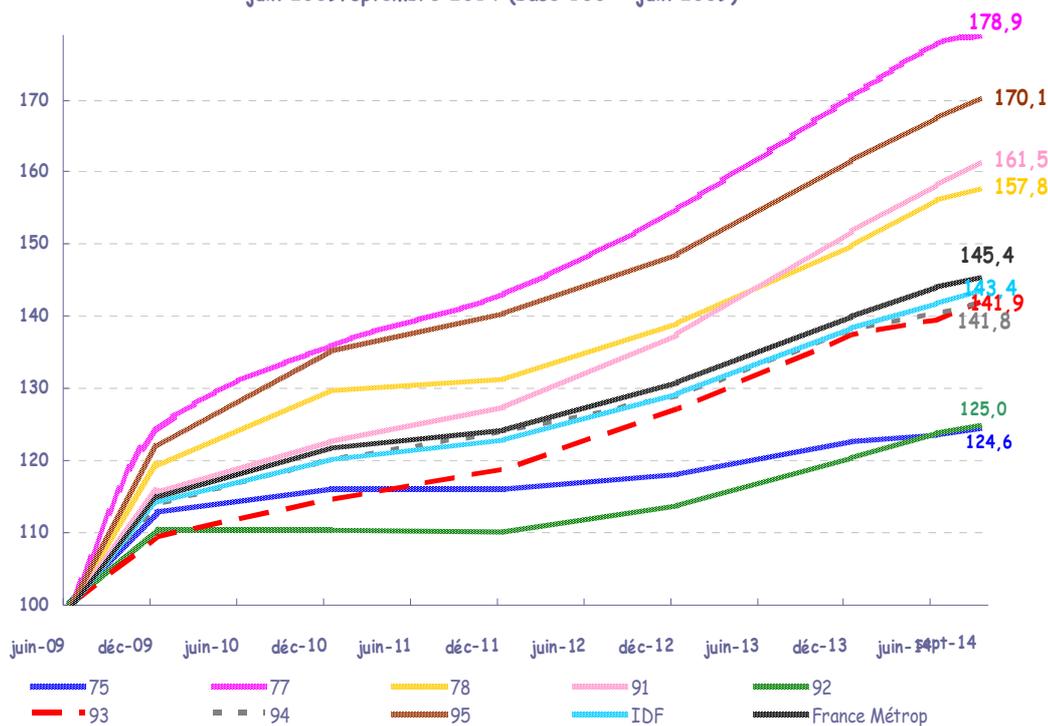
[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée)

Nouvelle progression du nombre d'allocataires du RSA dans les départements franciliens au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014

## Evolution du RSA dans les départements franciliens : Juin/Septembre 2014

	NB RSA en septembre 2014	NB RSA en juin 2014	Evolution entre juin et septembre 2014 (Effectif)	Evolution entre juin et septembre 2014 (en %)	Poids de la Seine-Saint-Denis dans le nb d'allocataires du RSA en Île de France en septembre 2014	Poids de la Seine-Saint-Denis dans l'augmentation du nb d'allocataires en Île de France entre juin et septembre 2014
Paris	80 415	79 835	580	0,73	20,0	11,6
Seine-et-Marne	36 601	36 397	204	0,56	9,1	4,1
Yvelines	28 414	28 142	272	0,97	7,1	5,4
Essonne	32 345	31 711	634	2,00	8,0	12,7
Hauts-de-Seine	40 246	39 892	354	0,89	10,0	7,1
<b>Seine-Saint-Denis</b>	<b>96 777</b>	<b>95 017</b>	<b>1 760</b>	<b>1,85</b>	<b>24,0</b>	<b>35,2</b>
Val-de-Marne	48 401	47 853	548	1,15	12,0	11,0
Val-d'Oise	39 358	38 707	651	1,68	9,8	13,0
IDF	402 557	397 554	5 003	1,26	100	100
France Métropolitaine	2 149 767	2 127 110	22 657	1,07	-	-

Au niveau francilien, le département de l'Essonne se distingue avec la progression la plus forte du nombre d'allocataires du RSA entre juin et septembre 2014, (+2%) devançant la Seine-Saint-Denis qui elle enregistre une progression de 1,85%. Au cours de cette période, c'est la Seine et Marne qui détient l'augmentation la plus faible de la région +0,56%.

 Evolution du nombre d'allocataires du RSA dans les départements franciliens  
 juin 2009/septembre 2014 (base 100 = juin 2009)


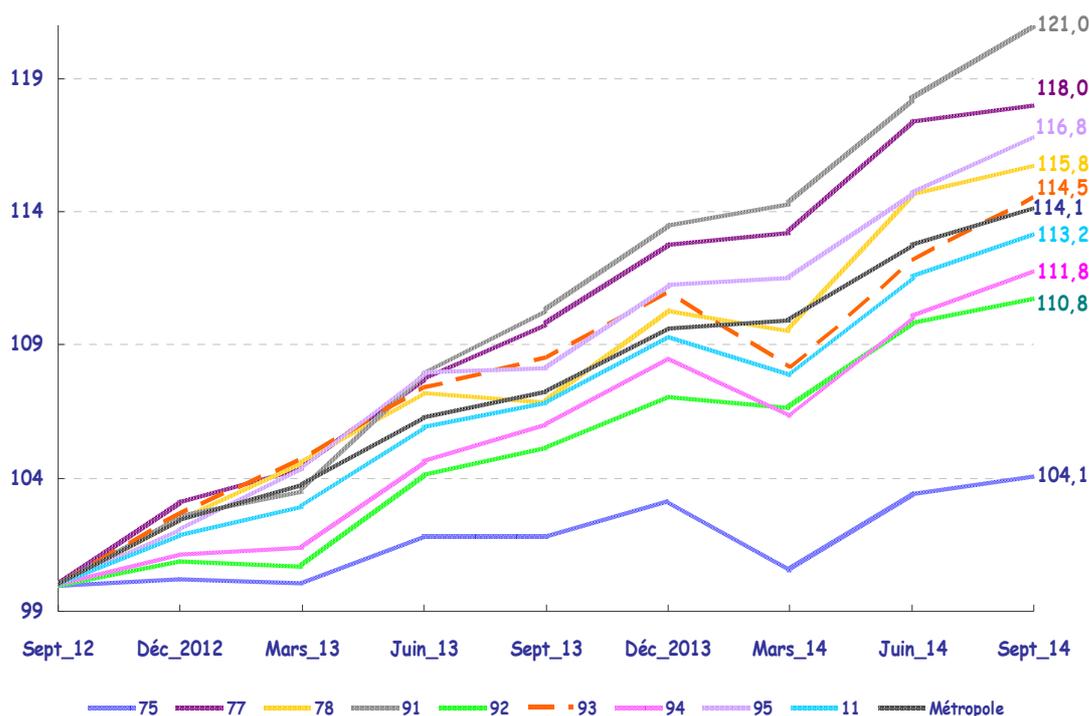
De manière générale, au niveau régional, c'est dans les départements de la grande couronne qu'on observe les augmentations les plus fortes du nombre d'allocataires du RSA. La Seine-Saint-Denis bien qu'ayant un accroissement en dessous la moyenne régionale, reste le département qui compte le plus d'allocataires du RSA depuis 2009 en valeur absolue.

## Plus de 820 000 personnes couvertes par le RSA en Île de France : un chiffre en constante augmentation depuis décembre 2012 (+6,9%)

Près de 215 000 personnes couvertes par le RSA en Seine-Saint-Denis, soit plus de 26% du nombre de personnes couvertes en Ile-de-France

	sept. -14	juin-14	mars-14	déc.-13	déc.-12	Evolution entre décembre 2012 et sept 2014	Poids des départements
Paris	133 168	132 302	128 616	131 980	130 266	2,2	16,2
Seine-et-Marne	80 457	80 027	77 202	76 889	73 457	9,5	9,8
Yvelines	58 327	57 776	55 193	55 565	54 017	8,0	7,1
Essonne	71 224	69 605	67 296	66 809	63 539	12,1	8,7
Hauts-de-Seine	77 378	76 746	74 522	74 805	72 755	6,4	9,4
<b>Seine-Saint-Denis</b>	<b>214 286</b>	<b>209 929</b>	<b>202 388</b>	<b>207 564</b>	<b>200 971</b>	<b>6,6</b>	<b>26,1</b>
Val-de-Marne	98 360	96 881	93 546	95 469	92 068	6,8	12,0
Val-d'Oise	87 978	86 366	83 977	83 780	81 299	8,2	10,7
Île-de-France	821 178	809 632	782 740	792 861	768 372	6,9	-
Métropole	4 550 769	4 493 585	4 381 133	4 369 299	4 236 490	7,4	-

Evolution du nombre de personnes couvertes par le RSA entre septembre 2012 et septembre 2014 en indice base 100 de sept\_14 : Source CAF



Le nombre de personnes couvertes par l'allocation du Revenu de Solidarité Active (RSA) est en constante augmentation en IDF. Les territoires qui enregistrent les plus fortes progressions sont les 4 départements de la grande couronne. Avec une hausse de 14,5% de personnes couvertes, la Seine-Saint-Denis arrive juste derrière ces 4 départements mais détient toujours le record du nombre de personnes couvertes.

## LES DEFINITIONS DU CHÔMAGE

- **A - Le taux de chômage du recensement :**

Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

*Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi. Le chômage au recensement est plus élevé que le chômage au sens du BIT car les personnes inactives ont parfois tendance à se déclarer au chômage alors qu'elles ne répondent pas à tous les critères du BIT.*

- **B - Le taux de chômage au sens du BIT :**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

*Remarque du Pôle Emploi :*

*« La notion de demandeurs d'emploi inscrits à "Pôle emploi" est différente de celle du chômage BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee (voir ci-après) ».*

- **C - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) :**

L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

## LES CHIFFRES CLES

INSEE	Superficie : <b>236,2 km<sup>2</sup></b>
	Nombre d'habitants au 1er janvier 2009 (population totale) : <b>1 529 928</b>
	Part des moins de 20 ans en 2011 : <b>28,7 %</b>
	Population active en 2011 : <b>72%</b>
	Part des foyers non imposables (impôts sur le revenu 2011) : <b>40,8 %</b>
INSEE	Revenu fiscal des ménages par unité de consommation en 2011 <b>Médiane : - Seine-Saint-Denis - 15 234 € (Ile-de-France : 22 243 €)</b>
SIREN 2014	Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis au 01 avril 2014 : <b>138 640</b>
ACOSS	Nombre d'établissements privés en 2013 ayant au moins 1 salarié : <b>37 872</b>
	Effectifs salariés privés en 2013 : <b>434 266</b>
	Nombre de créations d'entreprises hors régime auto entrepreneur en 2013 : <b>7 970</b>
	Nombre de création d'entreprises sous le régime auto entrepreneur en 2013 : <b>7 597</b>
	Taux de création d'entreprise en 2013 : <b>18,7%</b>
INSEE	Taux horaire (brut) du <b>SMIC</b> : <b>9,53</b> en 2014 / <b>SMIC brut mensuel</b> : <b>1 445,22 €</b>

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE L'INNOVATION - DEEFI -

Directeur : **Charles ASSOULINE**

Ce bulletin est réalisé par l'équipe de **Pôle Veille Economique**

**Nathalie JOLY** : njoly@cg93.fr

Démographie – Emploi – Enquêtes

**Virgile ADJAH**I : vadjahi@cg93.fr

Etudes - Statistiques - Enquêtes

**Raymond LEHMAN** : rlehman@cg93.fr

Actualités départementales - Grandes entreprises - Aménagement commercial

**Dorssaf ZAH**ER EL ALAOUI : dzaherelalaoui@cg93.fr / Tel : 01 43 93 86 45

Contact et Abonnement

Sous la responsabilité de :

**Jean-Luc PARISOT**, Directeur adjoint



[www.seine-saint-denis.fr](http://www.seine-saint-denis.fr)